

Rapport annuel 2016

Services transnationaux
Mineurs non accompagnés
Soutien aux migrants

Sommaire

Page 03

Une organisation
au service
d'une mission

Page 04

Axes thématiques

Page 06

Les conflits
familiaux par-delà
les frontières

Page 12

Protéger les MNA

Page 18

Assister
les migrants

Page 21

Le SSI, un réseau
de compétences

Page 24

Bilans
et comptes



Service social international – Suisse
Internationaler Sozialdienst – Schweiz
Servizio Sociale Internazionale – Svizzera
International Social Service – Switzerland

Face à une mobilité croissante, la vie quotidienne d'un très grand nombre d'enfants et de familles en Suisse et à l'étranger se joue à un niveau transnational. C'est dans ces contextes complexes que le SSI peut intervenir en fournissant ses services spécialisés.



Offrir des réponses individualisées par-delà les frontières

Olivier
Geissler
Directeur



En 2016, les missions du SSI se sont effectuées dans un contexte migratoire international encore extrêmement tendu. Les drames humains auxquels nous avons assisté n'ont fait que mettre en relief l'absence de solutions politiques et un manque de solidarité criant envers ceux dont les droits humains les plus élémentaires se trouvent remis en cause. Il est maintenant impératif qu'il y ait un élan d'entraide entre les pays pour apporter aux migrants et à leurs familles des solutions répondant à l'urgence mais qui soient aussi viables sur le long terme. C'est dans cet objectif que le SSI mobilise ses forces d'intervention et son réseau international, actif dans 120 pays.

En 2015, l'afflux de migrants était tel que la Suisse a été amenée à accueillir de nombreux exilés sur son sol. Cette année, même si le nombre d'arrivées a sensiblement diminué, l'intégration de cette population, souvent très jeune, représente pour notre pays un défi important tant sur le plan social, éducatif que professionnel. Accueillir ces personnes ne se résume pas à leur offrir un abri, c'est aussi leur faire une place dans notre destinée commune. Le SSI œuvre pour que les droits de ceux qui fuient les conflits du monde soient défendus, respectés et appliqués.

Outre les recherches d'origines et nos différents projets menés à l'étranger, l'activité qui nous a particulièrement mobilisés l'année passée concerne les enlèvements d'enfants dans le cas de conflits familiaux transnationaux. Ces interventions, toujours délicates, ont pour objectif de garantir un environnement dans le meilleur intérêt de l'enfant tout en préservant, dans la mesure du possible, des liens parentaux qui menacent de se rompre. Nous avons d'ailleurs eu la satisfaction d'assister à plusieurs dénouements heureux dans ce domaine en 2016.

Pour faire face à ces enjeux migratoires et de protection de l'enfance, le SSI a d'ailleurs décidé de renforcer aussi ses services en Suisse Alémanique.

Enfin, en soutien de ses nombreuses activités, le SSI Suisse se dote aujourd'hui d'une nouvelle identité visuelle, mieux à même de communiquer nos actions, nos valeurs et de refléter plus fidèlement notre identité profonde.

En vous remerciant de suivre le SSI sur ce chemin, je vous souhaite une bonne lecture de notre rapport annuel 2016.

Agir dans le canton voisin comme à l'autre bout du monde

**Rolf
Widmer**
Président



L'évolution récente du phénomène migratoire international ainsi que la situation en Suisse n'ont fait que confirmer les options stratégiques prises par le SSI pour la période 2016-2020 et approuvées fin 2015 par le Conseil de Fondation. Cette année encore, notre réseau international fut régulièrement sollicité pour répondre aux besoins toujours grandissants d'enfants et de familles tant dans le domaine de l'aide sociale que juridique.

Dans leurs récents rapports, le Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU critique la Suisse pour les trop grandes disparités observées au niveau des conditions d'accueil et d'intégration des jeunes migrants d'un canton à un autre.

Le SSI Suisse travaille activement en partenariat avec les autorités cantonales et propose des actions ciblées permettant l'établissement de normes et de mesures applicables à travers tout le pays. Autour de ce projet d'harmonisation, notre organisation mobilise aussi les acteurs de la société civile capables de faire évoluer favorablement cette situation.

Au nom du Conseil de Fondation, je tiens à remercier l'ensemble de nos collaborateurs à Genève et à Zurich, nos bénévoles, nos stagiaires, nos partenaires en Suisse et les membres du réseau SSI, présent dans 120 pays, pour leur engagement tant sur le plan humain que professionnel.

Un grand merci également aux autorités cantonales et fédérales pour leur efficacité dans la collaboration transnationale et leur engagement à nos côtés en faveur de la cause des enfants et des familles. J'aimerais enfin apprécier les efforts de ceux qui, par leur soutien financier, permettent l'accomplissement de ces missions multiples et rendent notre action pérenne.

Depuis 1932, une organisation au service de la mobilité humaine

**Assurer
les droits
de l'enfant
dans un
contexte
transnational**

Nos missions

**Soutenir des
individus et
des familles
impliqués
dans des
situations
migratoires**

**Droits
de l'enfant**

Nos piliers

Migration

Notre vision

**Un monde
où les droits
des enfants
et de leurs
familles
sont respectés
par-delà
les frontières**

3 grands domaines d'intervention pour venir en aide aux enfants, aux familles, aux migrants

Services transnationaux aux enfants et aux familles

Objectif

Renforcer notre rôle d'acteur majeur en Suisse dans la protection internationale des enfants et des adultes.

Missions

- Protéger l'enfant et l'adulte par-delà les frontières.
- Intervenir dans les conflits familiaux internationaux.
- Entreprendre des recherches d'origines.
- Conseiller les parents sur l'adoption et les nouvelles formes de parentalité.

Contexte

Les conventions de La Haye ne peuvent à elles seules résoudre toutes les situations. Dans les nombreux pays qui ne les ont pas ratifiées, d'une part, où il n'existe pas toujours de cadre juridique pour assurer la protection des enfants et des adultes. Dans les pays signataires, d'autre part, où ces conventions ne permettent qu'une intervention administrative alors qu'elle devrait être menée sur plusieurs fronts: celui de la médiation transnationale, du soutien social et du conseil juridique.

Mineurs non accompagnés (MNA)

Objectif

Développer au sein du SSI un secteur dédié à cette problématique et capable de prendre en compte les enjeux géopolitiques et la situation dans les pays d'origine. Promouvoir notre expérience dans ce domaine pour devenir un pôle de compétences reconnu sur le plan international.

Missions

- Apporter protection, soutien social, juridique et financier aux MNA.
- Evaluer la prise en charge des MNA.
- Former les professionnels à l'encadrement de ces populations.
- Défendre les droits des mineurs les plus vulnérables et mener des campagnes de sensibilisation.
- Multiplier les collaborations avec les pays de transit, d'origine et de destination.
- Assurer le soutien financier de l'intégration ou d'un retour réussi dans le pays d'origine.

Contexte

Chaque fois qu'une crise met en péril une population, la problématique des MNA prend un peu plus d'ampleur. Depuis plus de 15 ans, le SSI Suisse vient en aide à ces personnes déplacées et vulnérables. Nous avons développé avec le temps une compétence pluridisciplinaire qui nous permet d'intervenir à différents niveaux. Une expertise que nous sommes aujourd'hui à même de transmettre pour offrir une méthodologie à tous les intervenants qui viennent en aide aux MNA en Suisse comme à l'international.

Soutien aux migrants et aux diasporas

Objectif

Apporter une aide directe aux migrants par le biais de prestations novatrices, complémentaire à l'action menée sur le terrain.

Missions

- Conseiller en matière de droit d'asile et de droits des étrangers.
- Promouvoir un retour réussi au pays d'origine.
- Mobiliser la diaspora en Suisse pour le développement socio-économique de leur pays d'origine.
- Transmettre aux migrants des informations objectives concernant leur retour dans un autre pays.
- Apporter un soutien psychologique et social aux enfants syriens réfugiés.

Contexte

Les pays accueillant des migrants offrent une aide de base, qui est souvent insuffisante et trop peu personnalisée. Le SSI Suisse développe des prestations complémentaires au système public plus en phase avec les réalités du terrain.

Les services transnationaux

Une équipe dédiée à la résolution des conflits familiaux par-delà les frontières

La mobilité des personnes et la fluidité des échanges ont rendu notre monde toujours plus global. De fait, les conflits familiaux se sont aussi globalisés.

La Suisse qui accueille sur son sol des personnes de toutes les origines se trouve ainsi être le point de départ de l'éclatement de couples binationaux dont les enfants sont toujours les premières victimes.

Pour preuve, les services transnationaux ont traité environ 850 dossiers concernant 2'500 personnes cette année. Les demandes d'intervention peuvent nous parvenir de différentes sources. Elles proviennent soit de nos partenaires professionnels (administrations, autorités cantonales, avocats, organisations), de particuliers (membres de la famille ou proches) ou encore depuis l'étranger par le biais d'un des membres du réseau SSI.

Pour faciliter le recueil des demandes d'assistance, le SSI a mis en place une permanence téléphonique ouverte tous les jours aux heures de bureau. En dehors de ces horaires, une adresse email permet de contacter notre organisation (ssi@ssiss.ch).

Voici quelques cas de figure dans lesquels nous sommes régulièrement amenés à intervenir:

- Enfants ayant besoin d'assistance ou nécessitant un placement à l'étranger auprès d'un membre de la famille;
- Parents séparés ou divorcés et dont la situation de l'un, résidant à l'étranger, doit être évaluée;
- Conflits familiaux dans lesquels l'un des parents craint le départ à l'étranger de l'autre parent avec l'enfant ou projette lui-même de le faire;
- Personnes à la recherche d'un parent biologique à l'étranger;
- Mineurs non accompagnés en recherche de membres de leur famille dans leur pays d'origine ou dans un pays européen;
- Couples en désir d'enfant tentés par l'adoption internationale ou au recours à une mère porteuse à l'étranger.

Parce que nous touchons à l'humain, aucun dossier ne se ressemble. Chaque situation est unique et nécessite un traitement au cas par cas impliquant expertise juridique internationale, expérience de la médiation et prise en compte de l'environnement social et culturel. Menées par nos équipes depuis Genève ou Zurich, ces interventions doivent surtout leur succès à une bonne coordination avec notre partenaire dans le pays concerné.

Le SSI est membre des différents réseaux suivants:

Membre du réseau suisse des services de recherche
Activités d'expertise pour la recherche d'origine dans le cadre de la révision du droit de l'adoption en cours

Membre du réseau suisse des droits de l'enfant
www.netzwerk-kinderrechte.ch

Co-Présidence de la Fédération genevoise MédiationS (Genève)
www.fgem.ch

Membre du comité de l'association Juris Conseil Junior (Genève)
www.jcj.ch

Membre de FICE – Fédération Internationale des Communautés Educatives
www.ficeinter.net

Membre de la commission internationale d'Avenir Social
www.avenirsocial.ch

De plus, dans le cadre de l'adoption internationale, le SSI offre des consultations d'accompagnement de candidats adoptants dans l'élaboration de leur projet.

2'500

personnes soutenues
par les services
transnationaux
du SSI Suisse
en 2016



Enlèvement d'enfants au sein d'une même famille: priorité à la médiation

Dans ce domaine, le nombre de cas a augmenté en 2016. cela demande de la part de nos professionnels de savoir jongler avec des cadres juridiques souvent très variables d'un pays à l'autre et d'être capable de remettre en contact des personnes que tout éloigne: les kilomètres, la langue parlée et le contexte culturel.

Lorsqu'un enfant a été déplacé de manière illicite de Suisse vers un pays étranger, nous collaborons avec l'Office fédéral de la justice (OFJ), le Département fédéral des Affaires Etrangères (DFAE) et les tribunaux cantonaux pour organiser au plus vite une médiation, seule capable de renouer les liens rompus. Celle-ci peut être menée à distance (via Skype) avec un parent présent dans nos locaux et le conjoint devant son écran dans son pays d'origine.

Nous avons ainsi réalisé en 2016 de nombreuses communications à distance, notamment avec l'Australie ou l'Afrique du Sud. Ces médiations sont pour nous un outil précieux et un préalable essentiel pour l'avancement de ce type de dossier. Elles rétablissent la communication entre les parents, offrent un soutien psychologique irremplaçable à l'enfant qui reprend contact avec le parent dont il a été séparé. Enfin, elles permettent aux parents de mettre de côté ce qui les divise pour penser à l'intérêt de leur enfant.

Des interventions d'autant plus délicates dans les pays non-signataires de la Convention de La Haye sur les enlèvements d'enfants

Dans les cas où l'enfant a été emmené de Suisse vers un pays non-signataire de la Convention de La Haye, les équipes du SSI se retrouvent face à une absence totale de cadre juridique. La négociation avec le parent ayant enlevé l'enfant devient alors le moyen d'action principal à notre disposition. C'est un travail de longue haleine qui requiert l'établissement de contacts fréquents, l'organisation de visites et l'accompagnement psychosocial du parent «lésé».

Notre démarche est alors d'envisager toutes les stratégies possibles et de privilégier celle qui assurera à l'enfant le meilleur épanouissement et lui permettra de conserver des liens affectifs avec ses deux parents.

De Genève à l'Afrique en passant par Paris, un happy end pour quatre frères et sœurs

Mamadou, Abdoulaye, Fatou et Ndiaye* ont toujours vécu avec leur mère à Genève. Les parents étant séparés, ils ne voient leur père qu'un week-end par mois. Au cours d'une de ces visites, le père annonce son intention d'emmener les quatre enfants à Paris pour voir un oncle.

Leur mère lui remet donc les passeports de Mamadou, Abdoulaye, Fatou et Ndiaye. Arrivés à Paris, les enfants s'aperçoivent que la France n'est qu'une escale et qu'ils embarquent à nouveau à destination d'un pays d'Afrique.

Suite à cet enlèvement d'enfants caractérisé, le Service de protection des mineurs mandate le SSI pour retrouver la fratrie. Le père et les enfants sont rapidement localisés par un membre local de notre réseau. Celui-ci se rend sur place pour procéder à une évaluation de la situation et signifier au parent le caractère illicite de son geste. Parallèlement, le SSI Suisse reçoit la mère, l'informe de la situation et met en place un soutien psychosocial en liaison avec son avocat.

Désormais conscient que son acte peut le mener jusqu'en prison, le père accepte d'entamer une médiation. Au terme de plusieurs longues séances, un terrain d'entente est enfin trouvé et les parents signent un accord visant au retour volontaire des quatre frères et sœurs.

Deux mois plus tard, Mamadou, Abdoulaye, Fatou et Ndiaye sont de retour en Suisse, soulagés de quitter un pays qui leur était inconnu et de retrouver un environnement familial. Si les relations entre les deux parents restent encore tendues, cette intervention reste pour le SSI une réussite puisque les droits des enfants ont pu être rétablis grâce à la bonne coordination entre deux pays.

* Prénoms fictifs

2016 en chiffres

Travail au niveau international

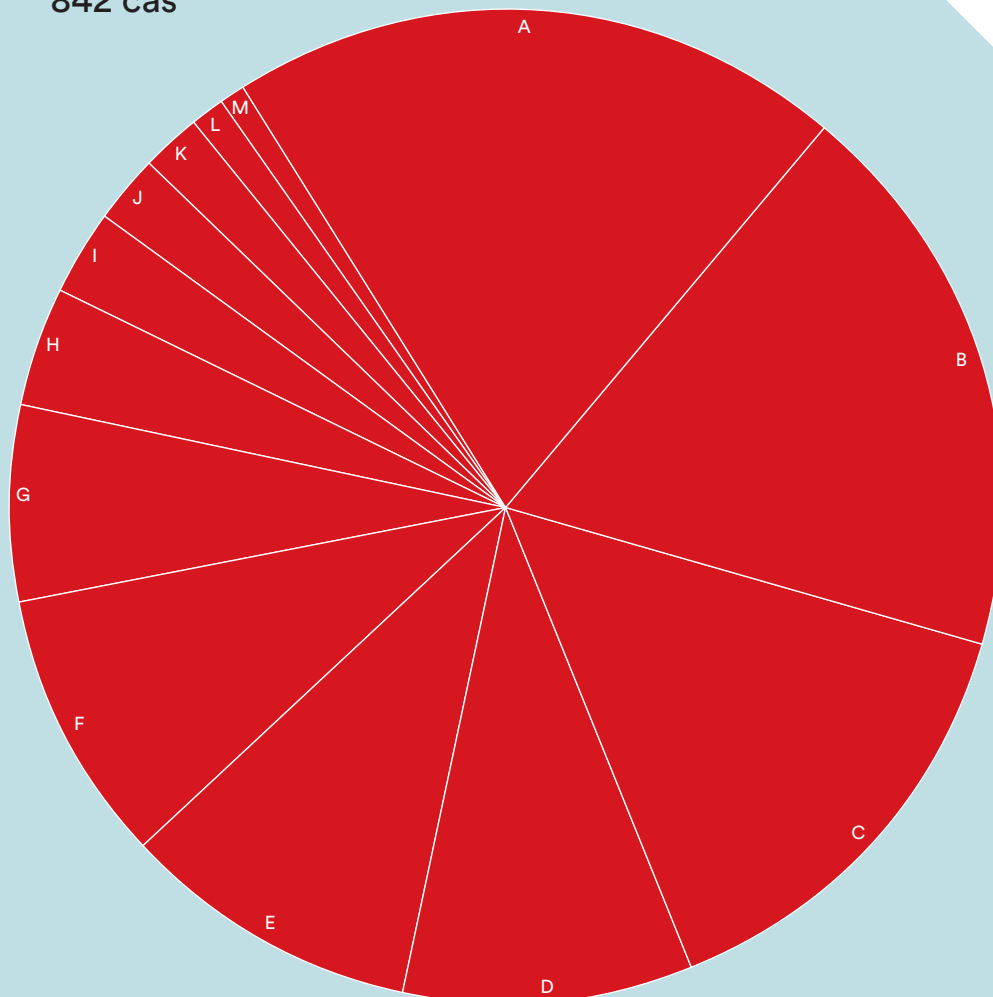
128

Nombre de demandes transmises par nos partenaires du SSI à l'étranger. Elles émanaient le plus souvent de l'Albanie, de la France, du Portugal et de l'Espagne.

72

Nombre de pays avec lesquels nous avons collaboré à la suite de demandes d'intervention formulées en Suisse. Nous avons travaillé de manière intensive avec l'Espagne, l'Allemagne, la France, le Portugal, le Kosovo et l'Afghanistan.

Types de thématiques traitées 842 cas



A Protection transnationale de l'enfant
170

B Migration
155

C Droits parentaux
121

D Aides aux retours
80

E Recherche de personnes, des origines
80

F Enlèvements internationaux d'enfants
75

G Droits des étrangers
55

H Couples binationaux
33

I Adoption
23

J Protection des adultes
18

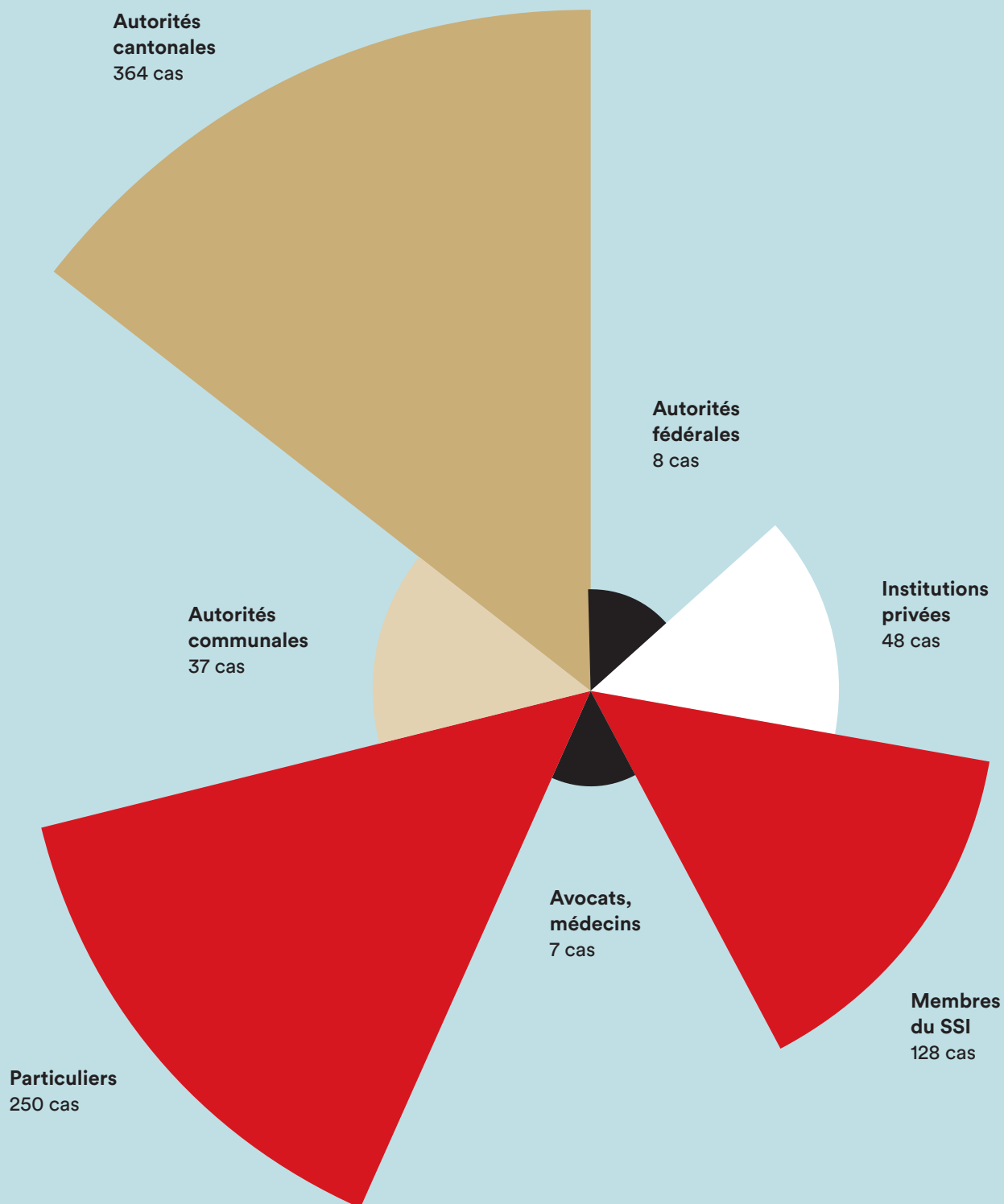
K Divers
17

L Pensions alimentaires
9

M Assurances sociales
6

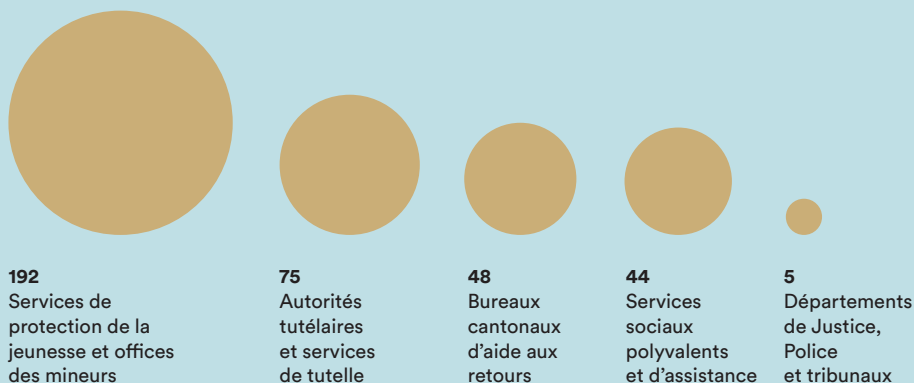
La provenance des demandes

842 cas



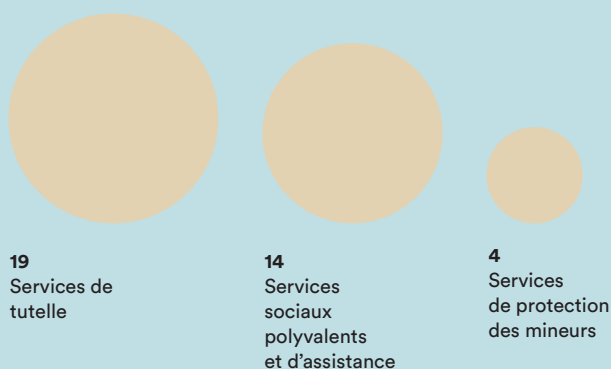
Autorités cantonales

364 cas



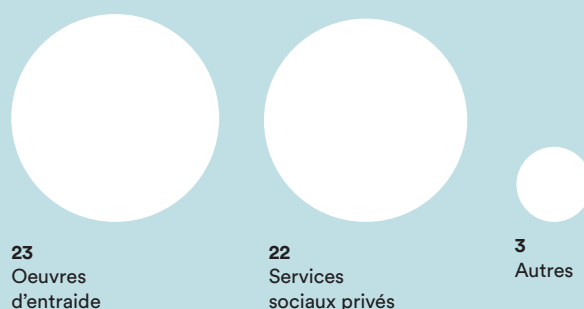
Autorités communales

37 cas



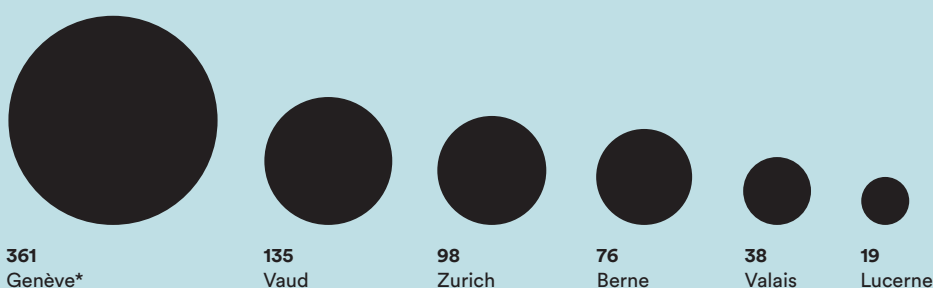
Institutions privées

48 cas



La provenance des demandes par canton

842 cas



et aussi

Appenzell RE	2	Jura	4	Tessin	10
Argovie	17	Neuchâtel	12	Thurgovie	8
Bâle-Campagne	4	Nidwald	1	Zoug	3
Bâle-Ville	9	Saint-Gall	6		
Fribourg	17	Schwytz	7		
Grisons	5	Soleure	10		

* dont 80 mineurs non accompagnés

Protéger les mineurs non accompagnés (MNA)

Une action globale, des solutions personnalisées

97

MNA bénéficiaires
d'une aide sociale
ou juridique du SSI

25

bourses financées

Tant que dans certaines parties du monde des populations continueront de vivre dans la pauvreté et d'être secouées par des séismes humanitaires que sont les conflits armés, les persécutions ethniques ou religieuses et le terrorisme, de plus en plus d'enfants prendront la route à la recherche de sécurité ou tout simplement d'un avenir meilleur.

Le SSI Suisse s'efforce depuis des années de protéger cette catégorie de migrants la plus vulnérable que ce soit dans le pays d'origine, sur le chemin de l'exil ou à leur arrivée.

Un enjeu actuel ayant des conséquences à long terme

En 2016, la situation a évolué par rapport aux années précédentes. Conséquence directe des conditions d'entrée qui se sont durcies dans certains pays européens, le nombre de mineurs arrivant en Suisse a diminué. Au total, 2'000 MNA ont déposé une demande d'asile dans notre pays en 2016, ce qui constitue 7% des démarches.

Facteur inquiétant, ces mineurs isolés arrivant sur notre sol sont de plus en plus jeunes (entre 13 et 15 ans) ce qui augmente les besoins en assistance et en encadrement.

Le SSI fut ainsi très sollicité pour son expertise par des cantons aux moyens souvent limités pour faire face à l'urgence. Devant l'ampleur de ce défi, le SSI a d'ailleurs décidé de créer en son sein un secteur dédié à l'aide aux mineurs non accompagnés.

Harmoniser les pratiques à travers la Suisse

Effectuant une veille régulière sur les conditions de vie des MNA, le SSI a observé une disparité importante entre les cantons dans le traitement de cette problématique. Ainsi, nous avons redoublé d'efforts en 2016 pour contribuer à l'harmonisation de la prise en charge des MNA à travers tout le pays.

En collaborant avec les acteurs cantonaux en charge des droits de l'enfant et de l'asile, nous avons défini un certain nombre de normes en matière de qualité d'encadrement pour que ces enfants puissent pleinement réaliser leurs droits. Elles s'intègrent dans une série de recommandations émises par la Conférence de Directrices et Directeurs Cantonaux des Affaires Sociales (CDAS) et considérées comme un important point de départ pour encadrer l'action des cantons dans ce domaine. Toujours dans le

même objectif, le SSI Suisse est membre fondateur de l'Alliance pour les Droits des Enfants Migrants (ADEM), qui a accueilli un nouveau membre cette année: l'Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés (OSAR). Cette nouvelle organisation a permis de donner un écho encore plus grand à l'ensemble de nos préconisations auprès des différents acteurs en contact avec les jeunes migrants.

enfants-migrants.ch

Former les professionnels à des besoins en constante mutation

S'il est essentiel de pouvoir assurer une protection minimum aux mineurs, il faut aussi être capable d'individualiser ce soutien. Or le SSI a pu noter dans certains cas d'importantes lacunes dans le traitement personnalisé de la situation de ces enfants demandeurs d'asile.

Pour y remédier, notre organisation a mis en place toute une série d'ateliers de formation au profit des professionnels encadrants, à la fois en Suisse romande et en Suisse alémanique. Les participants ont pu ainsi échanger sur leurs expériences, profiter de l'expertise du SSI et créer entre eux un réseau professionnel.

La demande croissante que nous recevons pour ce type de formations nous conduira d'ailleurs à poursuivre en 2017 avec un programme encore plus complet.

Créer du lien social pour favoriser l'intégration

Quelle que soit la qualité de la prise en charge offerte par les cantons aux migrants mineurs, le principal obstacle auquel ils se heurtent demeure la difficulté à tisser des liens avec la population locale. Des vidéos et des ateliers de blogging réalisés par le SSI avec ces enfants leur ont permis d'exprimer ce blocage qui représente un frein réel à leur intégration.

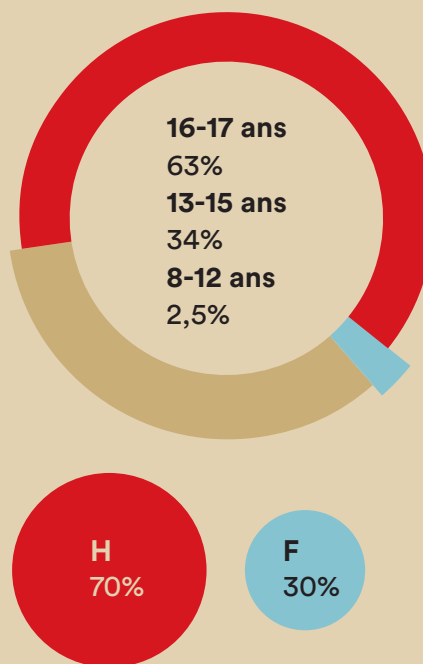
Partant de ce constat, le SSI a imaginé une initiative appelée «un set de plus à table». Cette opération propose à des familles installées en Suisse d'accueillir un mineur migrant le temps d'un repas ou d'une activité partagée. Plus de 220 rencontres se sont ainsi concrétisées permettant à des jeunes de faire un pas de plus sur le chemin d'une intégration réussie. Sous la supervision du SSI, plus de 15 organisations se sont appropriées ce concept pour le pérenniser dans le temps.

solidarity-young-migrants.ch

Profils des MNA en Suisse en 2016

1'999

demandes d'asile



Erythrée 42%

Afghanistan 18%

Somalie 12%

Ethiopie 8%

Guinée 5%

Autres pays 15%



Le SSI Suisse s'est particulièrement ému de la situation des mineurs non accompagnés bloqués à la frontière italo-suisse l'année dernière.

Le SSI a donc effectué une mission d'évaluation des besoins à Chiasso et Côme. A ce jour, nous collaborons avec notre partenaire italien pour faciliter des regroupements familiaux à travers l'Europe.

Jeune garçon
guinéen pris en
charge dans le cadre
d'une formation,
par le Réseau Afrique
de l'Ouest pour
la protection des
enfants (RAO)
soutenu par les
SSI Suisse et Afrique
de l'Ouest.



Agir pour les MNA en Afrique de l'Ouest

En collaboration avec le Réseau Afrique de l'Ouest pour la protection des enfants (RAO), le SSI Suisse et son partenaire le SSI Afrique de l'Ouest poursuivent leur action en faveur des jeunes migrants en intervenant sur les questions de mobilités régionales des jeunes dont une partie continue la route de l'exil en direction de l'Europe.

En 2016, le RAO est venu en aide à 1'100 garçons et filles de 26 nationalités différentes ayant la volonté d'un retour dans leur pays d'origine. Ceux-ci ont été pris en charge individuellement et sont suivis par le réseau. L'année passée, 280 partenaires locaux ont pu profiter de l'expertise du RAO pour renforcer leur capacité d'action sur le terrain dans des pays tels que la Mauritanie, le Togo, le Nigéria et le Bénin.

En décembre 2016 à Abidjan, la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) réunissait ses 15 états membres, ainsi que la Mauritanie, à l'occasion du Comité de pilotage du RAO et présentait officiellement sa nouvelle publication «Procédures de Prise en charge et Standards de la CEDEAO pour la Protection et la Réintégration des Enfants Vulnérables en Mobilité et Jeunes Migrants».

Ce document délivre une méthodologie complète d'action pour la protection des enfants migrants et sert de référence pour tous les pays membres. Dans les années à venir, le SSI et la CEDEAO seront amenés à collaborer encore plus étroitement afin de veiller à sa bonne application sur l'ensemble de la région Afrique de l'Ouest.

En 2017, l'objectif prioritaire du RAO sera de renforcer le réseau de ses partenaires locaux pour venir en aide à plus d'enfants en situation de vulnérabilité. Le SSI, pour sa part, continuera à œuvrer pour une prise en charge individualisée et de meilleure qualité de tous les enfants migrants isolés.

8

missions
de coaching

9

formations

280

personnes
formées

4

missions
d'évaluation

Le RAO est soutenu financièrement par la DDC et l'UE depuis plus de 6 ans.

Run4Children: édition 2016

Afin de sensibiliser à la cause des enfants migrants, notre directeur Olivier Geissler a relevé en août 2016 un défi sportif dans le cadre de la 5e édition de Run4children: courir 4 marathons en 4 jours consécutifs dans 4 pays d'Afrique de l'Ouest.

Il a ainsi parcouru 170 km entre la Gambie, le Sénégal, la Guinée Bissau et la Guinée (Conakry). Plusieurs conférences de presse et activités de sensibilisation ont pu se tenir à l'issue des courses auxquelles des enfants et jeunes se sont joint sur certaines parties du parcours.

Le montant des dons récoltés par cette action s'élève à près de CHF 10'000. Cette somme va être investie directement pour le soutien d'enfants et de familles vulnérables dans les quatre pays traversés.

Photos et film:
Page Facebook
«Run4children SSI»

1'100

enfants pris en charge

890

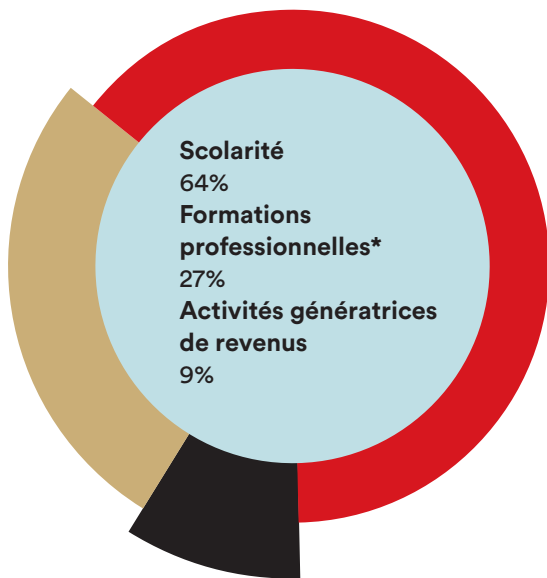
réintégrations transnationales

210

réintégrations nationales

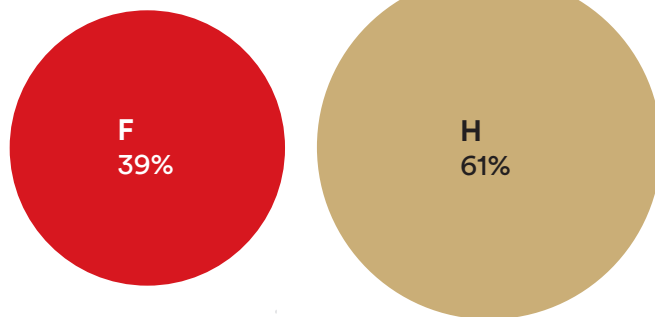


Types de projets financés



* plomberie, infirmerie, maçonnerie, agriculture, élevage, conduite, couture, coiffure, etc.

Profils des enfants et jeunes pris en charge



Vulnérabilités principales

Exploitation par le travail et/ou mendicité

Maltraitance (physique, psychologique, négligence)

Victime de traite

Abus sexuel

Le soutien aux migrants

Pour faire face à l'afflux des personnes fuyant les conflits et les persécutions en différents points du globe, le SSI Suisse offre un soutien direct aux enfants, aux femmes et aux hommes à travers différents services et projets.

Accompagner les migrants soumis au règlement de renvoi Dublin

Le règlement Dublin III adopté en 2013 par l'Union Européenne prévoit le renvoi des migrants vers le pays d'arrivée, où ils se sont enregistrés. L'année dernière en Suisse, qui est également concernée par cette réglementation, 10'000 personnes ont été ainsi frappées par une décision de transfert vers un autre pays. Or, cette législation, exécutée par les cantons, pose de nombreux problèmes dans son application et ne prend nullement en compte la prise en charge ou les modalités d'accueil des demandeurs d'asile.

Le SSI Suisse accompagne le canton de Vaud pour informer les personnes avant leur départ et s'assurer des conditions de leur accueil dans leur pays de destination. En 2015, nous avons initié un partenariat avec l'Italie qui s'est étendu en 2016 à l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne et la France. Par son action, le SSI souhaite rendre l'application de cette nouvelle disposition plus humaine et plus digne pour une meilleure intégration de ces réfugiés.

100

personnes bénéficiaires d'informations fiables sur leur situation individuelle et sur la suite de leur parcours dans un autre pays

13

retours de personnes suivies et accompagnées par le SSI

Aider les enfants de Syrie à se reconstruire au Liban

Le Liban concentre à lui seul une part importante de la population ayant fui les combats en Syrie. Au mois de septembre 2016, 1'017'433 réfugiés étaient enregistrés dans les différentes zones d'accueil. Les enfants, dont le nombre est estimé à 300'000, sont pour la plupart déscolarisés et très souvent sujets à des chocs post-traumatiques.

Depuis 2014, le SSI Suisse travaille en collaboration avec la FICE-International et son partenaire local «himaya» à la construction d'aires de jeux pour les enfants syriens. Ces safeparks deviennent le cadre d'activités ludiques, sportives et créatives pour aider ces enfants à reprendre une vie d'enfant. En 2016, nous avons procédé à la construction de deux safeparks supplémentaires. Fort de son succès, ce concept a d'ailleurs été repris par l'UNICEF qui l'a mis en place dans d'autres régions du Liban.

En plus de ces installations, le projet a également assuré l'encadrement de 60 bénévoles spécialement formés à la prise en charge des enfants réfugiés.

60

animateurs formés

2

nouveaux safeparks installés

1'000

enfants bénéficiaires chaque semaine

Un atelier de jeux
entre enfants
syriens et libanais
au sein d'un des
safeparks
opérationnels
au Liban.



Réussir le retour dans le pays d'origine

«Réintégration dans le pays d'origine» est une association qui, depuis 2004, apporte son aide aux migrants désireux de retourner chez eux. Son action s'appuie sur l'accompagnement de projets professionnels et de formations capables de garantir un retour réussi. Le SSI met à disposition de l'association son réseau international ainsi que les compétences pluridisciplinaires de ses équipes. Nos partenaires locaux suivent le développement des projets sur le terrain, en s'assurant également de la bonne utilisation des fonds.

reintegrationproject.ch

48

projets individuels ont vu le jour, ils soutiennent économiquement 55 adultes et 32 enfants dans 22 pays différents.

Un projet qui germe en Gambie

Après 10 ans passés en Suisse, MS a décidé à 54 ans de rentrer dans son pays d'origine, la Gambie. Son idée était de monter sur place une petite exploitation agricole. Après avoir étudié son projet, l'association a pris la décision d'accompagner sa réalisation. Aujourd'hui, grâce à l'installation d'un système d'irrigation performant, oignons, tomates, navets et concombres poussent en abondance sur les terres de MS.

Assister juridiquement les migrants

Nous sommes nous-mêmes parfois un peu perdus au milieu des réglementations en vigueur dans notre pays. Alors, imaginez une personne migrante arrivant en Suisse pour la première fois. Elle a rapidement besoin d'être guidée et accompagnée dans ses démarches administratives et juridiques. Le SSI met son expertise en matière de droit d'asile et de droits des étrangers à disposition de tous les demandeurs pour des questions diverses telles que: les demandes de regroupement familial, la procédure d'asile, les demandes d'autorisation de séjour, la constatation de statut d'apatride, les demandes de naturalisation.

Le SSI Suisse et l'État de Genève ont par ailleurs conclu un partenariat en vue de garantir une assistance juridique pour les migrants mineurs non accompagnés résidant dans le canton.

188

dossiers traités

85

dossiers ouverts avec assistance juridique

80

dossiers ayant concernés des mineurs non accompagnés

Partager nos compétences

Fort de son réseau et de ses collaborateurs, le SSI peut mettre son expertise dans les domaines de la protection de l'enfance et du travail social transnational au service d'autres pays où ces activités ne sont pas encore aussi structurées qu'en Suisse.

Nous participons dans ce cadre à la mise en place de formations, à la conception d'outils méthodologiques et au développement de structures locales.

Protéger les enfants sans familles en Algérie

En Algérie, nombre d'enfants notamment lorsqu'ils sont nés hors mariage, sont confiés dès leur naissance aux autorités compétentes. Le SSI, sous mandat d'UNICEF Algérie, s'efforce d'améliorer la prise en charge de ces enfants privés de famille par le développement de structures de placement alternatives.

Notre organisation a commencé par définir des standards pour l'accueil des enfants en partenariat avec le ministère algérien de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. Ces standards encadrant la prise en charge sont actuellement testées sur trois régions pour être plus tard étendues à l'ensemble du territoire.

En 2016, nos efforts se sont donc concentrés sur le suivi des institutions situées dans trois zones pilotes (Alger, Annaba et Oran), sur l'organisation de séminaires et sur la mise en place de formations pour le personnel encadrant dans ces établissements.

17

missions
sur le terrain

27

interventions
dans le cadre
de conférences
professionnelles

21

formations
délivrées

Aider les Tunisiens d'ici à participer au développement de leur pays

Le projet Communauté Tunisienne Résidant en Suisse (CTRS) est une initiative de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et du SSI Suisse qui vise à encourager la diaspora tunisienne établie en Suisse à devenir un acteur du développement socio-économique de la Tunisie.

En 2016, 8 associations ont ainsi bénéficié de nos conseils et de notre soutien en matière de gestion associative, de levée de fonds et de communication. Cette aide leur permet d'être ainsi mieux organisées pour mener à bien différentes actions de l'autre côté de la Méditerranée.

En favorisant la collaboration des Tunisiens de Suisse et d'associations locales, ce programme a aussi permis la réalisation de 6 microprojets dans des domaines aussi divers que la formation professionnelle, l'accès à l'éducation citoyenne, les activités sportives et la création d'emploi.

L'initiative BLEDINVEST, dispositif qui accompagne sur place une vingtaine d'entrepreneurs dans la réalisation de leur projet, a été lancé en 2016.

Pour faciliter le transfert des compétences entre les deux pays, fut aussi organisé le premier Forum des Compétences Tunisiennes en Suisse. Cette manifestation a permis la création d'un pool de 70 experts regroupés au sein d'une toute nouvelle association.

ctrs.ch

21

jeunes tunisiens bénéficiaires d'une première expérience professionnelle en Suisse par le biais de l'Accord Jeunes Professionnels

Think, un micro-projet d'orientation professionnelle

À la frontière algéro-tunisienne, l'association Think, en partenariat avec les autorités locales et la société civile, a lancé dans 4 écoles un forum des métiers. Cette initiative, pionnière dans le pays, permet aux élèves de découvrir de nouveaux métiers et sensibilise les parents sur le rôle central de l'école dans l'avenir professionnel de ces enfants. Suite à la tenue de ce forum, le concept fut rapidement repris par d'autres enseignants de la région.

Un réseau de solidarités

Le SSI Suisse est le membre suisse du Service Social International, réseau actif dans 120 pays à travers le monde.

Le réseau SSI est un outil absolument essentiel à l'accomplissement de nos missions. Il permet une intervention rapide et coordonnée en faveur des enfants et des familles dès que plusieurs pays sont impliqués.

Notre réseau fonctionne sur le principe de la solidarité. Ainsi, chaque pays membre peut faire appel aux prestations d'un partenaire à l'étranger sans aucune compensation financière.

Cette présence internationale a aussi pour avantage de garantir une action toujours en ligne avec les enjeux sociaux, économiques, juridiques et politiques du pays concerné.

Conférence internationale sur la protection de remplacement

Quelle solution proposer aux enfants qui ne peuvent pas bénéficier d'une prise en charge de la part de leurs parents? Cette question était au cœur d'une conférence internationale sur la protection de remplacement, organisée à Genève en octobre 2016.

Durant trois jours, des professionnels du monde entier et d'horizons très divers ont échangé sur ce thème pour faire émerger de nouveaux outils de prévention et de nouvelles options de protection de remplacement.

Le SSI Suisse, le SSI Afrique de l'Ouest et notre Secrétariat Général étaient présents à travers leur participation à des tables rondes, des interventions orales et les différents stands présentant nos activités.

Cet événement organisé conjointement par l'Institut international des Droits de l'Enfant (IDE) et le Centre interfacultaire en droits de l'enfant de l'Université de Genève (CIDE) a permis d'ouvrir des perspectives nouvelles sur le sujet.

Membre de



International
Social Service

Comptes et bilans

Comme les années précédentes, nous avons maintenu une base solide de sources de financement d'environ CHF 3 millions de la part de nos institutions publiques suisses (Confédération, cantons et communes) ainsi que de l'Union Européenne. Ceci démontre la viabilité de nos activités en Suisse comme à l'international en faveur de nos bénéficiaires.

Pour l'année 2016, nos sponsors privés ont contribué à hauteur d'environ CHF 1 million pour plusieurs projets en cours de réalisation en Suisse et à l'étranger. D'autres sources de fonds, telles que la facturation de nos prestations et celle de nos mandats d'expertise, ont contribué à nos revenus.

Au total, celles-ci nous ont permis d'atteindre un montant global de financement d'un peu plus de CHF 4.9 millions.

Au vu des opérations complexes que nous menons à l'étranger, nous recherchons constamment à améliorer nos outils de gestion financière et opérationnelle afin de renforcer nos capacités ainsi que celles de nos partenaires sur le terrain. Ceci également dans une logique de durabilité et d'autonomie des organisations à gérer des projets de développement et de protection des enfants.

Du côté des dépenses, CHF 2.8 millions ont été consacrés à assurer les prestations fournies par nos

Services Transnationaux ainsi que divers programmes en faveur des mineurs non accompagnés en Suisse. Les dépenses éligibles pour le soutien au RAO dans 16 pays d'Afrique de l'Ouest se montent à CHF 1.5 million auxquelles s'ajoutent d'autres dépenses liées à nos activités à l'étranger. La somme totale de nos dépenses pour cette année atteint CHF 5.1 millions.

Par la maîtrise de nos coûts sur l'ensemble des activités, nous avons pu ainsi renforcer légèrement nos capitaux par un apport supplémentaire de CHF 5'594.

Marc Evéquoz
Responsable des finances

Bilan de l'exercice au 31 décembre

Actifs	2016 CHF	2015 CHF
Trésorerie	1'966'970	1'389'958
Créances résultant de prestations de services	200'990	221'368
Prestations de services non facturées	379'859	366'565
Actifs de régularisation	38'420	135'798
Immobilisations corporelles	62'147	80'378
Total des actifs	2'648'385	2'194'067
Passifs		
Dettes résultant de prestations et autres à court terme	187'191	259'025
Passifs de régularisation	119'506	118'361
Capital des fonds affectés	2'027'514	1'508'101
Capitaux propres		
Capital de la fondation	50'000	50'000
Capital libre	264'174	258'580
Total des capitaux propres	314'174	308'580
Total des passifs	2'648'385	2'194'067

Compte d'exploitation de l'exercice au 31 décembre

Produits	2016 CHF	2015 CHF
Contributions des pouvoirs publics pour prestations		
OFAS	210'000	120'000
DFAE	15'000	15'000
Autres cantons / communes	513'250	496'011
Canton de Genève	337'906	341'319
Ville de Genève	39'572	30'000
	1'115'728	1'002'330
Dons		
Autres donateurs	163'251	112'829
Autres produits		
Facturation et encaissement divers	206'477	148'714
Expertises et gestion de projets	473'009	634'812
Indemnités frais de personnel	367'693	339'378
Produits divers	6'362	17'184
	1'053'540	1'140'088
Total des produits	2'332'520	2'255'247
Contributions des pouvoirs publics pour projets		
Confédération	1'385'000	983'928
Canton de Genève	5'000	-
Autres cantons / communes	160'667	79'063
Ville de Genève	8'940	4'572
EuropeAid - Commission Européenne	192'788	1'000'576
	1'752'395	2'068'139
Dons pour projets		
Loterie romande	100'000	100'000
Fonds d'aide de Migros	-	44'000
Autres donateurs	743'075	762'195
	843'075	906'195
Autres produits pour projets	42'625	19'915
Total des produits des projets	2'638'095	2'994'249
Total des produits d'exploitation	4'970'615	5'249'496
Charges d'exploitation		
Charges de personnel	1'805'947	1'682'505
Charges d'exploitation	520'978	534'018
Total des charges d'exploitation	2'326'925	2'216'523
Charges des projets	2'799'130	2'596'549
Total des charges d'exploitation	5'126'055	4'813'072
Résultat net avant variation du capital des fonds	-155'440	436'424
Variation du capital des fonds affectés des projets	161'034	-397'699
RÉSULTAT ANNUEL	5'594	38'725

Compte d'exploitation agrégé par projet en cours de réalisation au 31 décembre

Projets	Réintégration	Afrique EuropeAid	Afrique RAO	Afrique DDC	Bourses MNA
Produits d'exploitation					
Contributions des pouvoirs publics	-	192'788	8'940	800'000	-
Dons Fondations	295'650	-	109'735	-	79'000
Produits divers	2'234	-	35'197	-	400
Total	297'884	192'788	153'872	800'000	79'400
Coûts de réalisation des projets	232'111	497'629	9'583	965'739	88'802
Résultat Annuel	65'773	-304'841	144'289	-165'739	-9'402
Etat des capitaux au 1^{er} janvier 2016	156'610	279'723	-18'857	217'520	171'413
Etat des capitaux au 31 décembre 2016	222'383	-25'118	125'432	51'781	162'011

Projets	MNA	CTRS Tunisie	Projet Canton de Vaud	Safeparks
Produits d'exploitation				
Contributions des pouvoirs publics	140'000	450'000	160'667	-
Dons Fondations	233'480	-	-	125'210
Produits divers	4'793	-	-	-
Total	378'273	450'000	160'667	125'210
Coûts de réalisation des projets	522'157	303'267	85'096	94'745
Résultat Annuel	-143'884	146'733	75'571	30'465
Etat des capitaux au 1^{er} janvier 2016	116'584	223'770	-	158'444
Etat des capitaux au 31 décembre 2016	-27'300	370'503	75'571	188'909

Les comptes annuels 2016 tels qu'ils sont présentés sont issus du rapport de révision de notre Organe de révision, BDO, Genève. Les comptes ont été établis selon les principes Swiss GAAP RPC notamment RPC 21, du label ZEWO et de la législation suisse.

Les comptes 2016 et le rapport de l'organe de révision sont disponibles sur demande à ssi@ssiss.ch.

L'équipe du SSI

Pour mettre en œuvre sa stratégie, le SSI dispose d'une équipe interdisciplinaire composée de personnes avec un haut niveau d'expertise et d'engagement humain. Elle travaille en étroite collaboration tout en étant répartie sur deux lieux géographiquement différents (Zurich et Genève). Elle réunit des compétences de travail social, de droit, de développement et de médiation.

Direction

Olivier Geissler
Directeur

Communication et recherche de fonds secteur privé

Orianne Couturier
Responsable communication

Rolf Widmer
Recherche de fonds

Finances

Marc Evéquo
Responsable des finances

Pierre-Alain Kummer
Chargé comptabilité

Administration

Michèle Demierre
Assistante de direction, ressources humaines

Gabriela Desseigne
Assistante de projet, traductrice

Shaheeda Dollie
Secrétaire, réceptionniste

Paul Stalder
Assistant administratif

Services transnationaux

Stephan Auerbach
Responsable du secteur, médiateur

Nadine Biefer
Juriste, médiatrice (ZH), depuis mars 2016

Ruth Eigenmann
Juriste, médiatrice (ZH), jusqu'à mars 2016

Cristina Frank
Juriste, médiatrice (ZH)

Patricia Koch
Responsable du bureau Suisse Alémanique, assistante sociale (ZH)

Isabelle Lammerant
Consultante en adoption internationale

Denis Martin
Juriste, assistant social

Albert Mukwiye
Collaborateur social

Leila Raïs
Collaboratrice sociale, depuis mars 2016

Annick Lara Stooss*
Collaboratrice sociale (ZH), depuis novembre 2016

Joyce Tschopp
Assistante sociale

Soutien aux migrants

Ramla Allani
Chargée migration et développement du projet CTRS

Jean-Louis Berardi
Avocat

Isabella Celli
Spécialiste en migration, depuis octobre 2016

Michèle Demierre
Chargée du Programme *Réintégration dans le pays d'origine*

Marie Emery
Assistante de projet *Safeparks*

Valerio Prato
Chargé de projet *Aide aux migrants soumis au règlement Dublin*

Programmes à l'étranger

Daniel Varadi
Chargé de projet développement communautaire, jusqu'à juillet 2016

Mineurs non accompagnés

Elodie Antony
Chargée de projet

Jenny Bolliger*
Chargée de projet (ZH), depuis décembre 2016

Christoph Braunschweig
Assistant social

Martino Guzzardo
Chargé de projet, depuis juillet 2016

Alicia Haldemann
Chargée de projet

Patricia Koch
Chargée de projet (ZH)

Barbara Noske-Aseev
Chargée de projet (ZH), depuis mars 2016

Simone Renner
Collaboratrice scientifique

Selina Rietmann*
Chargée de projet, depuis novembre 2016

Stagiaires

Margrit Barbosa Schwob

Chiara Baggi

Minkailou Barry

Jonas Demmerle (ZH)

Michael Erdin (ZH)

Leonora Metallari

Selina Rietmann (ZH)

Annick Lara

Stooss (ZH)

Bureau régional SSI Afrique de l'Ouest

Djibril Fall

Représentant régional et son équipe de 10 collaborateurs, Ouagadougou

Conseil de Fondation

M. Rolf Widmer**

Président et ancien Directeur du SSI Suisse
Directeur Opérationnel de Tipiti
Président de FICE Suisse

M. Philippe Aegerter

Ancien responsable des finances de la Ville de Genève

Mme Regine Aepli

Ancienne Conseillère d'Etat du Canton de Zurich

M. François Binder**

Ancien cadre de la DDC

M. Daniel Burnat

Ancien tuteur de MNA à Genève

Mme Marie-Gabrielle Cajoly**

Consultante en communication, RSE et philanthropie

M. Raphaël Comte

Ancien Conseiller aux Etats du Canton de Neuchâtel

Mme Valérie De Graffenried

Journaliste au «Temps»

M. Gabriel Frossard**

Consultant auprès du Palais de Justice, Genève - jusqu'au 31.12.2016

Mme Margrith Hanselmann**

Ancienne Secrétaire générale de la CDAS

M. Blaise-Alain Krebs

Ancien Directeur du Foyer Jeanne Antide

Mme Muriel Langenberger Graf**

Head of programs Europe – Member of Senior Management, Jacobs Foundation, Zürich

M. Ueli Leuenberger

Ancien conseiller national - jusqu'au 31.12.2016

M. Roland Losey

Head of unit, Marketing Commission & Collection Services, Banque Pictet et Cie

M. Heinrich Nufer

Pédopsychologue

M. Paul Peter**

Ancien cadre de la DDC

M. Stefan Rissi

Directeur de JTI Foundation

M. Georges Schürch**

Ancien directeur général du cycle d'orientation de l'enseignement secondaire (DIP), Genève

M. Michel Thentz

Ancien Ministre du Canton du Jura

M. Jean Zermatten

Ancien président du Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU, ancien Directeur de l'Institut des Droits de l'Enfant (IDE)

Mme Ariane Guisan

Secrétaire (hors conseil)

* Remplaçantes de congé maternité

** Membres du comité exécutif

Travail des bénévoles

Le SSI a eu recours au travail de bénévoles pour diverses activités: 940 heures ont été effectuées bénévolement en 2016.



Bénévoles administratif

- Eliane Burnier
- Agnès Michelet
- Claudine Foraz
- Hélène Klein-Simmens
- Tetyana Taverney
- Ewa Bernat
- Jessica Vieira

Bénévoles traduction

- Anne Beguin
- Deborah Brandow
- Susan Jaquet
- Beatrice Joho
- Tamara Kuzmanovic
- Martina Lapper
- Beatrice Meza
- Christiane Privat
- Michèle Rettig
- Isabelle Swali

Appuis et soutiens financiers

Cantons

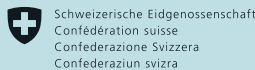
Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Genève, Glaris, Grisons, Jura, Lucerne, Neuchâtel, Nidwald, Obwald, Schaffhouse, Schwyz, Soleure, St-Gall, Tessin, Thurgovie, Uri, Vaud, Valais, Zurich

Communes

Aarau (AG), Azmoos (SG), Baar (ZG), Birr (AG), Birmensdorf (ZH), Blenio (TI), Bonvillars (VD), Brugg (BE), Castaneda (GR), Comano (TI), Corcelles-près-Payerne (VD), Dardagny (GE), Delémont (JU), Dietlikon (ZH), Duernten (ZH), Düringen (FR), Erlach (BE), Grancia (TI), Grand-Lancy (GE), Grenchen (SO), Gsteig (BE), Huenenberg (ZG), Hombrechtikon (ZH), Ittigen (BE), Interlaken (BE), Kilchberg (ZH), Klosters (GR), Laconnex (GE), Lutry (VD), Lufingen (ZH), Lyss (BE), Maienfeld (GR), Mervelier (JU), Meyrin (GE), Monthey (VS), Neunkirch (SH), Oberwil (BL), Oberaegeri, (ZG), Orbe (VD), Pfeffingen (BL), Poschiavo (GR), Schlieren (ZH), Soleure (SO), Unterägeri (ZG), Unterseen (BE), Versoix (GE), Villars-sur-Glâne (FR), Worb (BE), Zollikofen (BE), Zug (ZG)

Les donateurs et les fondations privés

Avec le soutien de:



Direction du développement et de la coopération DDC



... SUBVENTIONNÉ ... PAR LA VILLE DE GENEVE



Le SSI Suisse est certifié ZEW O. Le label de qualité ZEW O atteste de l'utilisation ciblée, efficace et rentable des dons recueillis.

Edition 2016
de Run4Children.
Progression lors
du 3^e marathon
effectué en
Guinée Bissau.

Un grand merci à
toutes celles et tous
ceux qui ont soutenu
l'initiative au cours
de l'année 2016.
Grâce à votre aide,
nous allons venir en
aide à des familles
vulnérables en
Gambie, Sénégal,
Guinée Bissau et
Guinée Conakry.



**Service social
international**
Suisse

Siège

9, rue du Valais
Case Postale 1469
1211 Genève 1
Tél. +41 22 731 67 00
Fax: +41 22 731 67 65
ssi@ssiss.ch

Bureau Suisse Alémanique
Hofwiesenstrasse 3
8057 Zurich
Tel. +41 44 366 44 77
ssi@zh.ssiss.ch

www.ssiss.ch

CCP 12-5490-5



Service social international – Suisse
Internationaler Sozialdienst – Schweiz
Servizio Sociale Internazionale – Svizzera
International Social Service – Switzerland

Impressum

Coordination
Orianne Couturier
Design
Bogsch & Bacco
Rewriting
Boris Declerck
Traduction
Gabriela Desseigne,
Paul Stalder, Technicis
Photographies
Florian Bachmeier
Nadya Eugene
Tdh/Sandro Mahler
Rémi Willemin
himaya
Rémi Willemin
Impression
Staempfli SA, Berne



Membre de



International
Social Service